

Toujours aussi pertinent, le blog ["Journal d'un prof d'histoire"](#)

On n'y aura évidemment pas échappé, à la sentencieuse lettre de la ministre aux enseignants, couplée à la non moins solennelle minute de silence sans lesquelles un drame national n'en serait pas un. Mais ce rituel, régulièrement imposé aux établissements scolaires sommés de faire pour la circonstance bonne figure, laisse perplexe.

La république et ses valeurs mais lesquelles ?

« L'attentat meurtrier contre Charlie Hebdo - écrit Najat Vallaud-Belkacem - a atteint notre république au cœur. » Effet de style, raccourci commode : car si c'est bien Charlie Hebdo qui était visé, l'amalgame rapide entre l'hebdomadaire et un régime politique que ses journalistes ne portaient pas spécialement dans leur cœur à toutes les allures d'une récupération abusive ; comme, soit dit en passant, ce drapeau tricolore malencontreusement planté devant l'entrée du journal.

On voudrait tuer deux fois Cabu et ses copains qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Comme d'habitude lorsqu'il s'agit de faire la morale, la référence aux supposées « valeurs de la république » tient une place de choix dans la lettre ministérielle, dans une formulation qui tourne à l'incantation : « L'école éduque à la liberté (...), l'école éduque à l'égalité et à la fraternité (...), l'école doit plus que jamais porter l'idéal de la république. » Certes, pourquoi pas ? Mais on ne peut s'empêcher d'observer que si les politiques usent et abusent de ces formules oratoires lorsqu'ils en ont besoin, les « valeurs de la république » seraient sans doute de plus de poids si l'on s'efforçait de les faire vivre au quotidien dans la société comme à l'école.

Et même si l'injustice sociale et l'échec scolaire n'ont sans doute qu'un lointain rapport avec l'attentat contre Charlie Hebdo et plus généralement avec le terrorisme, la république tant prisée des discours officiels serait vraisemblablement plus à même de jouer son rôle de cohésion, de solidarité, plus légitime également, en travaillant à mettre ses actes en conformité avec ses principes affichés. La république « forte » demande quand même autre chose qu'un claquement de doigt ou qu'un mouvement du menton.

Un civisme de tous les jours

Ceci étant dit, Najat Vallaud-Belkacem a parfaitement raison d'inviter les enseignants « à répondre favorablement aux besoins ou demandes d'expression qui pourraient avoir lieu dans les classes », même si l'on n'a pas attendu la consigne pour s'y employer.

Et, de fait, les élèves ont tant à dire sur le drame de mercredi et les enseignants tant à faire pour les extraire de l'émotion ou de l'excitation provoquées par une surabondance malsaine d'images complaisamment exhibées par des médias peu scrupuleux. Les enseignants sont alors dans leur rôle lorsqu'ils précisent que les terroristes ne sont ni des Arabes ni des musulmans mais des fanatiques, c'est-à-dire des décervelés poussés au crime par un attachement irrationnel à une croyance ou à une identité collective fantasmée et que le fanatisme n'est ni d'un pays, ni d'une couleur de peau, ni d'une religion, ni d'une époque.

Parler, s'écouter, revenir sur ses certitudes, cultiver le doute, mettre en perspective : c'est dans ces moments-là que l'école est réellement civique, sans qu'il soit nécessaire de faire du civisme l'objet d'un triste programme scolaire ou d'une matière d'examen comme c'est malheureusement le cas en collège.

C'est toujours la faute à l'école ?

Il ne fait hélas guère de doutes que l'attentat contre Charlie-Hebdo donnera à nouveau libre cours, dès les prochains jours, à une instrumentalisation de l'école dans un débat qui n'est pas le sien : depuis plus d'une dizaine d'années - singulièrement, depuis la parution en 2002 d'un affligeant

libelle sur « Les territoires perdus de la république » (éditions Mille et une nuits) -, l'école est régulièrement stigmatisée pour son incapacité supposée à faire vivre ensemble les nouvelles générations, enfermées dans un « communautarisme » diabolique.

De l'école au terrorisme, il n'y a qu'un pas, qu'avait franchi ce député UMP, en pleine séance de l'Assemblée nationale, il y a un peu plus de deux ans. Derrière ces attaques, développées avec une réelle mauvaise foi et beaucoup d'arrière-pensées par quelques intellectuels médiatiques toujours obligeamment reçus par les journaux et les télévisions, c'est en réalité toute une immigration prétendument « inassimilable » qui se voit dénoncée mais plus généralement l'évolution d'un système éducatif qui aurait remplacé des enseignants dispensateurs d'un savoir par des éducateurs préoccupés par de moins nobles exigences.

C'est ce courant idéologique, toujours très bruyant, qui n'en finit pas de réclamer le recentrage de l'école sur ce qu'il appelle les « fondamentaux » - en réalité des rudiments, lire, écrire, compter, les grandes dates de l'histoire de France - et d'en exclure tout le reste, à commencer par l'apprentissage de la vie en commun.

En quoi l'attentat contre Charlie Hebdo concerne-t-il l'école ? Alors que la redéfinition de ses objectifs et de ses programmes rentre dans une phase décisive avec la mise en œuvre de la loi d'orientation, si la question doit avoir un sens, il faut dire lequel.